

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Basse-Normandie

Saint-Lô, le 23 février 2015

Unité Territoriale de la Manche

N. Référence : JPR / 2015.059

Affaire suivie par : Jean-Pierre ROPTIN
jean-pierre.roptin@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 50 71 50 54 Fax : 02 50 71 50 59

RAPPORT DEVANT LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

OBJET : Législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Instruction d'une demande de modification relative au local de stockage des encres, vernis et solvants de l'établissement exploité par la S.A.S.U. CPC COTENTIN située à La Haye du Puits

Par transmission du 7 novembre 2014, Mme la Préfète de la Manche nous a demandé d'instruire une demande présentée par la société CPC COTENTIN et portant sur la modification du local de stockage des encres qu'elle exploite au sein de son établissement situé ZI La Canurie à La Haye du Puits.

I. DESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE SON ENVIRONNEMENT

- Activités de l'établissement

La société CPC COTENTIN exploite un établissement spécialisé dans l'activité d'impression sur les communes de La Haye du Puits et de Saint Symphorien le Valois. Elle met aujourd'hui en œuvre la technique d'impression par héliogravure sur emballages souples (films plastiques, papiers).

Historiquement cet établissement mettait également en œuvre le procédé OFFSET dans un bâtiment distinct dédié à cet effet. Cette activité a été définitivement arrêtée en avril 2012.

Dans le cadre d'une réorganisation des activités et installations, la société CPC COTENTIN a projeté l'agrandissement du bâtiment HELIO pour y développer ce procédé ainsi que la destruction du bâtiment OFFSET,

Les principaux clients sont les industries agroalimentaires, cosmétiques, de production de produits ménagers et d'hygiène corporelle.

Le site emploie 135 salariés.

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-17h00
BP 70271 – 1 bis rue de la Libération
50001 Saint-Lô cedex

Il est essentiellement composé :

- d'un bâtiment étendu dit HELIO de production abritant notamment les lignes d'impression, le local de préparation des encres, le local de nettoyage des cylindres d'impression,
- d'un bâtiment de stockage des matières premières,
- d'un stockage des encres, vernis et solvants
- d'un oxydeur thermique de traitement des émissions atmosphériques des lignes d'impression HELIO.

Le rapport comporte un plan de situation de ces installations en annexe 1.

- Environnement du site

L'environnement proche est composé d'entreprises de la zone industrielle et de champs.

Des habitations sont situées au Nord-Ouest de l'établissement sur la commune de Saint-Symphorien le Valois. L'habitation la plus proche du site se trouve à environ 40 mètres des limites de propriété. Cette proximité résulte de l'acquisition des terrains de l'ancienne gendarmerie faite pour maintenir un éloignement des riverains du site industriel et créer un nouveau stockage extérieur des encres et vernis. Au Sud-Ouest, la plus proche habitation de la commune de La Haye du Puits se trouve à environ 100 mètres. L'agglomération de La Haye du Puits est située à 500 mètres.

-situation administrative

Considérant les modifications substantielles intervenues sur cet établissement depuis sa précédente autorisation de février 2001 ainsi que les augmentations significatives de capacités de fabrication ou d'emploi, une actualisation du classement des activités exercées et des prescriptions techniques applicables à l'établissement a été engagée en 2012.

En mars 2013, le pétitionnaire a porté à la connaissance (PAC) de la préfecture de la Manche l'arrêt de l'activité OFFSET et le projet d'agrandir le bâtiment HELIO pour y transférer l'ensemble des activités liées à l'héliogravure présentes dans le bâtiment OFFSET qui doit être détruit. Le projet prévoit une réorganisation des flux de production au sein de l'usine et des expéditions.

A l'issue de l'instruction de l'ensemble de ces éléments et des consultations associées, un nouvel arrêté préfectoral actualisant complètement les conditions d'exploitation de cet établissement a été signé le 31 janvier 2014. Cet arrêté régit aujourd'hui l'ensemble des activités exercées au sein de l'établissement.

II. OBJET DE LA DEMANDE DE MODIFICATION

■ Modification du stockage d'encres et vernis

Le projet de modification porté à la connaissance de la préfecture de la Manche dans le dossier de 2013 prévoyait la création d'un nouveau stockage des encres, vernis et solvants à l'Ouest du site.

Le projet initial prévoyait l'aménagement d'une aire de stockage aérien d'une capacité de stockage d'encres, vernis et solvants de 100 m³ dont 24 m³ de déchets liquides inflammables.

L'implantation de cette aire devait se faire à une distance minimale de 16 m des limites de propriété afin que les zones d'effet thermique et de surpression résultant d'un incendie ou d'une explosion ne sortent pas des limites de l'établissement. L'aire de stockage devait être entourée de merlons de terre faisant office d'écran thermique d'une hauteur de 4 mètres.

L'aire de stockage était prévue avec des parois et un auvent comportant de larges ouvertures en parties haute et basse pour assurer une ventilation naturelle et éviter le risque d'atmosphère explosive confinée.

Le stockage devait être pourvu d'équipements de détection automatique d'incendie et de gaz. Le stockage devait être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2014 prévoit en particulier que le site soit doté d'une réserve en émulseur de 5130 litres de type bas foisonnement, correspondant au volume nécessaire à assurer une phase de temporisation permettant aux services d'incendie de mobiliser ses propres réserves pour l'extinction.

La zone d'implantation prévue pour ce stockage était située à l'écart des bâtiments de fabrication, sur les parcelles ZA 120 et 121, ayant accueilli précédemment une gendarmerie et acquises par la société CPC COTENTIN en 2008.

La société CPC COTENTIN pensait, à juste titre, être propriétaire de ces parcelles, toutefois il s'est avéré récemment qu'elles appartenaient au Domaine Public inaliénable et qu'il aurait fallu au moment de la vente procéder à leur déclassement pour qu'elles sortent du Domaine Public. Or le déclassement n'a pas été fait. La société CPC COTENTIN n'a donc qu'une propriété apparente avec un risque de contestation et une impossibilité d'en disposer librement.

La régularisation juridique de cette situation pouvant être longue et sans perspective actuelle quant à son aboutissement, la société CPC COTENTIN a préféré dénoncer l'achat du terrain précité et revoir l'implantation de ce local de stockage pour rester sur des parcelles où la construction ne peut être contestée et être engagée rapidement.

Elle a par conséquent procédé à une nouvelle étude d'implantation et de dimensionnement de ce local de stockage et, à la demande de l'Inspection des installations classées, a constitué un dossier de demande de modification correspondant déposé le 7 novembre 2014.

Le nouveau projet modifié de local de stockage des encres, vernis et solvants sera limité à un stockage maximal de 50 tonnes (contre 100 tonnes prévus initialement).

Ce local sera implanté à l'Ouest du bâtiment de production HELIO auquel il sera relié par un quai de livraison fermé dépourvu de tout produit (cf. plan joint en annexe 2 au présent rapport).

Il sera constitué d'un bâtiment sur rétention d'une surface d'environ 142 m² (L=21,6 m, l = 6,6 m, h = 5,4 m). dont les murs seront en béton banché assurant une protection coupe feu 2 heures (REI120) et comprenant une toiture en bac acier.

Les produits y seront stockés en fûts de 200 litres ou quelques containers de 1 m³ entreposés en racks sur 3 niveaux maximum.

Le local disposera de 3 accès : une porte de livraison à niveau depuis l'arrière des véhicules de livraison, la porte vers le quai de liaison vers l'atelier de fabrication, une porte piétons (issue de secours) à l'Ouest du local.

Cette configuration présente certains avantages :

- tous les transferts de produits se feront à niveau (limitant les risques de renversement)
- le quai de liaison ne sera utilisé que pour les transferts vers le local « dosing » de préparation des encres (réduction des risques de collision lors de manutention)
- les transferts se feront en intérieur à l'abri des intempéries.

Le local de stockage sera doté d'une détection incendie. La porte coupe feu du quai de liaison sera asservie à cette détection.

L'exploitant précise que la limitation à 50 tonnes de la capacité de stockage nécessitera de doubler les fréquences d'approvisionnement en produits. Cette réduction dictée par des raisons budgétaires (investissement prévu de 300 000 € alors qu'un local CF 2 heures de 100 tonnes aurait représenté un coût de 500 000 €) va dans le sens d'une diminution significative du risque incendie.

■ Mise à l'arrêt définitif et démolition de l'ancien bâtiment offset

Dans la continuité de son dossier de mars 2013, portant à la connaissance du préfet le projet de restructuration du site avec l'arrêt de l'activité OFFSET et la destruction de l'ancien bâtiment correspondant, l'exploitant a fait procéder à un mémoire de cessation partielle d'activité et de remise en état conformément aux dispositions de l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement.

Ce rapport, communiqué au préfet le 7 octobre 2014, dresse notamment le contexte environnemental du site et indique les mesures prévues dans le cadre de cette destruction du bâtiment OFFSET de 5000 m² (les activités qui y sont menées aujourd'hui seront transférées dans l'extension prévue du bâtiment héliogravure) comportant notamment :

- L'évacuation des produits dangereux et des déchets présents sur le secteur ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- Les dispositions prises pour que le site de l'installation soit remis dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement.

L'extension prévue du bâtiment héliogravure et les différents aménagements prévus sur l'établissement nécessitent en effet la destruction du bâtiment OFFSET. L'ancienne emprise du bâtiment OFFSET restera dans le périmètre de l'établissement qui reste inchangé par rapport à la situation actuelle.

Le mémoire de cessation partielle d'activité met en évidence en particulier :

- un contexte géologique et hydrogéologique vulnérable pour ce site situé sur des terrains perméables (sables du pliocène) sensibles à une pollution des eaux souterraines (nappes perchées ou de fissuration),
- de possibles remontées de nappe jusqu'à environ 1 m de profondeur,
- la présence de matériaux de construction contenant de l'amiante qui nécessiteront un chantier de désamiantage avant destruction du bâtiment,
- diverses zones ayant pu par le passé subir des pollutions de sols compte tenu des activités exercées dans ou autour du bâtiment OFFSET : anciennes zones d'impression, stockage de solvants, local transformateur, laboratoire, stockage extérieur de déchets, chaudières, cuve de fioul, centrale d'aspiration.

Afin de déterminer les éventuelles pollutions de sols ayant pu être occasionnées par ces activités, une campagne d'analyse de sols a été réalisée à partir de 15 sondages de l'ordre de 2 m de profondeur (8 dans le bâtiment OFFSET et 7 dans ses abords immédiats) – Voir plan d'implantation des sondages en annexe 3 ci-jointe.

Ce diagnostic d'état des sols réalisé par l'APAVE et expertisé par le bureau d'études URS révèle notamment :

- des teneurs en hydrocarbures totaux (C10-C40) comprises entre 80 et 2990 mg/kg MS au niveau des échantillons prélevés au droit des sondages S11 et S12 implantés à proximité de l'ancienne cuve enterrée de fioul dédiée aux chaudières.
- des traces de faibles pollutions par les HAP dans les sols superficiels de ces sondages S11 et S12 (absence de pollution en profondeur)
- une teneur en hydrocarbures totaux dans la couche superficielle du sondage S8 situé dans la zone des anciennes machines d'impression OFFSET (KOMORI 5 et 6 couleurs).
- des teneurs en métaux comprises dans la gamme des valeurs ordinaires définies par l'INRA à l'exception des concentrations en Cu et Zn mesurées sur le sondage S1 (zone de stockage produits du quai 4) et de la teneur en plomb sur le sondage S14 (zone de maintenance). Ces concentrations restent cependant comprises dans la gamme des anomalies naturelles modérées définies par l'INRA.
- L'absence de pollution des sols par les BTEX, COHV, PCB.

Les rapports d'investigation et expertise recommandent notamment de procéder à quelques sondages complémentaires afin de mieux cerner l'étendue des sources de pollutions, de procéder à la vidange et neutralisation de l'ancienne cuve de fioul qui n'est plus utilisée voire à son retrait dans le cadre des travaux de démolition de l'atelier OFFSET.

III. INSTRUCTION DE LA DEMANDE

■ Nouveau local de stockage des encres et vernis

Dans le cadre de son projet de restructuration du site suite à l'arrêt de l'activité OFFSET en 2012, la société CPC COTENTIN avait projeté la création d'une nouvelle aire aménagée de stockage des encres, vernis et solvants à l'écart des bâtiments de fabrication afin d'éviter la propagation d'un incendie. L'implantation de cette aire de stockage était conditionnée à l'extension foncière du périmètre de l'établissement par acquisition de parcelles à l'Ouest du site, précédemment occupées par une ancienne gendarmerie.

La société CPC COTENTIN constatant qu'elle ne pourrait pas disposer rapidement de ces terrains non déclassés du Domaine Public a préféré revoir complètement son projet de stockage des encres, vernis et solvants en conservant les mêmes objectifs d'amélioration de la sécurité et de préservation de l'environnement.

La réduction des quantités maximales stockées d'encres, vernis et solvants (50 tonnes au lieu de 100 tonnes), requise pour des contraintes de surface disponible, va ainsi dans le sens d'une réduction des risques à la source.

Il importe sur ce point de signaler que le stockage de liquides inflammables sur l'établissement (rubrique 1432-2 relève dorénavant du régime de la simple déclaration administrative (alors que le projet antérieur de stockage de 100 tonnes relevait d'une autorisation).

La nouvelle implantation du stockage des encres, vernis et solvants est située dans l'angle Nord-Ouest du site. Ce local sera situé à une distance minimale de 3 mètres des limites de propriété (distance mini pour un dépôt de liquides inflammables relevant d'une déclaration).

Les phénomènes dangereux liés à ce stockage d'encres, vernis et solvants sont principalement les risques d'incendie, d'explosion et de pollution (renversement de produits, eaux d'extinction incendie,...).

Risques d'incendie et d'explosion

Afin d'apprécier l'étendue des zones d'effets thermiques ou de surpression, des scénarios accidentels d'incendie du local de stockage des encres et vernis, ou d'explosion de ce local ont fait l'objet de modélisations.

Ces modélisations ont mis en évidence qu'en l'absence de protection appropriée, ce nouveau local de stockage des encres, vernis et solvants pouvait générer des effets létaux significatifs, premiers effets létaux et effets irréversibles sur l'homme sortant de l'emprise de l'établissement.

Les éventuels effets dominos entre le local de stockage des encres, vernis et solvants et les autres installations du site (bâtiment héliogravure, local « dosing », oxydeur thermique) ont également été analysés.

L'ensemble de ces modélisations ont conduit la société CPC COTENTIN à adopter pour ce stockage des encres, vernis et solvants des dispositions constructives adaptées afin de limiter les zones d'effet et de réduire les risques d'effet domino.

Ainsi le nouveau local de stockage des encres, vernis et solvants sera constitué de murs coupe-feu 2 heures (REI 120) avec une toiture en bac acier (structure métallique).

Il restera disjoint des ateliers de fabrication pour éviter la propagation d'un incendie dans un sens comme dans l'autre. Le quai de liaison qui reliera le stockage au local de préparation des encres (« dosing ») ne pourra contribuer à cette propagation d'un incendie éventuel compte tenu de l'existence d'une porte coupe-feu et de l'absence de potentiel calorifique dans ce tunnel de liaison.

Le local sera doté d'une ventilation naturelle complétée par une extraction mécanique renforcée asservie à une détection de gaz et d'incendie équipant le local.

Ces dispositions constructives permettent de réduire de manière significative les risques et effets sur les abords du local de stockage, notamment en cas d'incendie comme en témoigne le tableau de synthèse des scénarios accidentels ci-après.

Scénario	Effets	Effets dominos	Effets sur les personnes		
			Létaux significatifs	Létaux	Irréversibles
Incendie du local de stockage des encres et vernis	Thermique	Non	Non atteint	Non atteint	Non atteint
Explosion dans le local (Ventilation naturelle 6 vol/h)	Surpression	Non	4 m	7 m	18 m
Explosion dans le local (Ventilation forcée 20 vol/h)	Surpression	Non	4 m	6 m	16 m

En cas de feu dans le local de stockage, les effets thermiques restent globalement confinés au local.

En cas d'explosion dans le local de stockage, la toiture en bac acier offrant une faible résistance serait facilement soufflée :

- les effets létaux significatifs (200 mbars) ne sortent pas des limites de propriété,
- les premiers effets létaux (140 mbars) tangentent les limites de propriété au Nord-Ouest du site mais aucune cible ne serait atteinte,
- les effets irréversibles (50 mbars) sortent du site au Nord et Nord-Ouest (terrains de la SARL Hébert et de l'ancienne gendarmerie).

La cartographie des zones d'effets de surpression la plus pénalisante (ventilation naturelle) est présentée en annexe 4 au présent rapport.

L'analyse des effets dominos induits par le local de stockage des encres, vernis et solvants montre qu'une d'explosion dans ce local pourrait occasionner des dégâts pour la structure de l'oxydeur thermique implanté à proximité.

L'analyse des effets dominos sur le local de stockage des encres, vernis et solvants montre :

- qu'en cas d'incendie dans l'atelier Héliogravure ou dans le local « dosing » aucun effet domino n'est à redouter, le local étant protégé par ses murs coupe-feu 2 heures,
- qu'en cas d'explosion dans le local « dosing », aucun effet domino n'est à redouter,
- qu'en cas d'explosion sur l'oxydeur thermique, le local de stockage pourrait connaître des dégâts de structures importants.

La gravité des conséquences des phénomènes dangereux a été évaluée à l'aide de la grille de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.

La probabilité des scénarios d'accident a été estimée selon une approche qualitative.

Les scénarios d'incendie et d'explosion du local de stockage des encres, vernis et solvants peuvent être considérés comme des événements très improbables et aux conséquences acceptables au regard des mesures de maîtrise des risques adoptées.

Concernant l'équipement du local de stockage des encres, vernis et solvants, diverses mesures de prévention et de protection sont prévues :

- système de détection incendie,
- explosimètre et équipements ATEX,
- détection de liquide en point bas de la rétention aménagée sous le local,
- dispositifs de désenfumage,
- moyens internes de protection incendie (extincteurs et 1 lance RIA).

Par ailleurs, l'exploitant prévoit de se doter d'une réserve de 2600 litres d'émulseurs bas foisonnement (contre 5130 litres prévus dans l'ancien projet de stockage des encres, vernis et solvants) afin de pouvoir assurer une temporisation dans l'attente de l'arrivée des secours extérieurs (SDIS).

□ Démantèlement et démolition de l'ancien bâtiment OFFSET

Dans le cadre de la restructuration de l'établissement suite à l'arrêt de l'activité OFFSET, la société CPC COTENTIN a fait procéder à un diagnostic de l'état des sols au droit des différentes zones du bâtiment OFFSET et de ses abords pouvant être impactés par des pollutions compte tenu des activités qui y ont été exercées.

Ce diagnostic a révélé des traces de pollutions en quelques points :

- zone de l'ancienne cuve de fioul domestique enterrée (sondages S11 et S12) : teneurs en hydrocarbures atteignant près de 3000 mg/kg, plus faibles en profondeur, pouvant être caractéristique d'une pollution par déversements superficiels et infiltration d'eaux de ruissellement chargées;
- zone des anciennes machines d'impression offset KOMORI 5 et 6 couleurs (sondage S8) : traces de pollution très superficielle par hydrocarbures totaux (263 mg/kg) pouvant correspondre à des écoulements d'huiles;
- zone de stockage produits du quai 4 (sondage S1) : très légères traces superficielles d'hydrocarbures (64 mg/kg) et en zinc (160 mg/kg);
- zone de maintenance (Sondage S14) : faible teneur en plomb (79 mg/kg).

Les faibles teneurs en métaux identifiées ci-dessus restent dans les fourchettes des teneurs en éléments traces métalliques observées dans les formations géologiques similaires au site.

Dans le cadre des activités actuelles du site, l'impact des hydrocarbures détectés au niveau des anciennes machines de l'Offset ne paraissent pas susceptibles de présenter des risques majeurs pour l'environnement ou la santé des employés présents sur le site.

La pollution par les hydrocarbures est plus importante au niveau de l'ancienne cuve à fioul en limite Sud du site. Elle paraît plutôt superficielle et située au-dessus du radier béton présent sous la cuve de fioul. Il convient cependant de mieux évaluer l'étendue et l'ampleur de cette pollution et d'apprécier si elle a pu impacter les eaux souterraines. Aucune information n'est en effet actuellement disponible sur l'état de la nappe dans cette zone, l'établissement CPC COTENTIN ne disposant ni de forage, ni de puits ni de réseau piézométrique.

Dans le cadre des travaux de démolition du bâtiment ayant abrité les anciennes activités OFFSET et de réaménagement des terrains correspondants (aires de circulation, de parking et espaces verts), d'importants travaux de terrassement doivent être entrepris sur cette partie Est de l'établissement.

Il paraît donc opportun de mettre à profit ces travaux pour supprimer les principales sources identifiées de pollution superficielle par les hydrocarbures. Les terres présentant des teneurs supérieures à 500 mg/kg (critère d'admission pour les hydrocarbures totaux dans les installations de stockage de déchets inertes) méritent ainsi d'être excavées.

Avis de l'inspection

- ➔ Il est proposé de prescrire la vidange, le dégazage et le retrait complet de l'ancienne cuve fioul qui alimentait les chaudières du bâtiment offset;
- ➔ Après l'enlèvement de cette cuve, de nouveaux sondages et prélèvements de sols pour analyses seront réalisés en fond de fouille et sur ses flancs afin de s'assurer de la suppression de la source de pollution et l'atteinte de teneurs dans les terres compatibles à leur maintien en place;
- ➔ Si toutes les sources ou voies de transfert ne peuvent être éliminées, un Plan de gestion devra être établi afin de définir les objectifs de réhabilitation et déterminer les mesures techniques (travaux complémentaires de dépollution, confinement,...) à mettre en œuvre.
- ➔ Compte tenu de la vulnérabilité de la nappe au droit du site et des risques de migration, son impact éventuel par la pollution issue de l'ancienne cuve de fioul devra être appréciée afin de définir si un traitement ou une surveillance doivent être mis en place.
- ➔ Toutes les dispositions devront être prises durant les travaux de démolition du bâtiment ayant accueilli l'ancienne activité d'offset et de terrassement de ses abords pour éviter le mélange de matériaux excavés pollués avec des terres saines;

- ➔ Les terres polluées et matériaux excavés seront évacués vers les filières de traitement de déchets adaptées;
- ➔ Les différents travaux visant à la suppression des sources de pollution feront l'objet d'un rapport de remise en état-réhabilitation qui sera communiqué à l'inspection des installations classées.

IV. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

L'instruction de la demande présentée par la société CPC COTENTIN pour modifier son projet de nouveau local de stockage des encres, vernis et solvants ne fait pas apparaître d'impacts ou de risques qui ne puissent être encadrés par des prescriptions réglementaires rendant compatible son exploitation avec les enjeux environnementaux du secteur d'étude.

Le nouveau projet va contribuer à réduire de façon significative les risques (incendie, explosion) dans l'établissement liés à ce stockage de liquides inflammables. L'exploitant a en effet réduit de moitié la capacité de stockage des encres et vernis (50 tonnes au lieu de 100 tonnes), cette activité n'étant donc plus soumise qu'à simple déclaration.

Les prescriptions du projet d'arrêté complémentaire ci-joint adaptent en conséquence les anciennes dispositions réglementaires prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2014 pour encadrer la réalisation et l'exploitation de ce stockage.

Par ailleurs, les sources de pollutions ponctuelles et superficielles identifiées dans le cadre de la mise à l'arrêt de l'ancienne activité OFFSET et de la restructuration envisagée de la partie Est du site méritent d'être traitées afin de les supprimer autant que possible ou de limiter les risques de transfert via les eaux souterraines.

En conséquence, nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable :

- à la demande de modification du projet de local de stockage des encres, vernis et solvants,
- aux opérations de remise en état à réaliser dans le cadre de la déconstruction des installations faisant suite à l'arrêt de l'activité OFFSET,

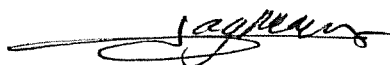
dans les conditions définies dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe.

Le Chef de l'Unité Territoriale de la Manche
Inspecteur de l'environnement



Jean-Pierre ROPTIN

Vu, adopté et transmis,
Pour la Directrice et par délégation,
Le Chef du Service Risques



Olivier LAGNEAUX